



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

DREAL-UD69-OA
DDPP-SPE-IG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2026-111,
imposant des prescriptions complémentaires à la société SCAL,
pour l'installation exploitée au 65, Rue d'Italie - Aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-
SAUGNIEU
et portant abrogation de l'arrêté préfectoral d'urgence du 5 août 2005**

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 1978, régissant le fonctionnement des activités exercées par la société GALYS, dans son établissement situé sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1994, imposant des prescriptions complémentaires à la société GALYS pour le dépôt d'hydrocarbures liquides, qu'elle exploitait sur le site de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry à COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU l'arrêté de mesures d'urgence du 5 août 2005 ;

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2009 ;

VU l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2022 ;

VU la déclaration du changement d'exploitant de la société SASCA du 13 juillet 2017 ;

VU la télédéclaration du 8 septembre 2022, de changement d'exploitant au profit de la société Stockage Carburant Aviation Lyon (SCAL) ;

VU le dossier du 11 octobre 2024 de la société SCAL, présentant le bilan quadriennal du suivi des eaux souterraines et le plan d'actions pour l'arrêt du traitement ;

VU le dossier de Porter à connaissance - Synthèse de la surveillance des eaux souterraines durant la phase de test d'arrêt de traitement du 5 février 2026, mis à jour le 16 mars 2026 et complété le 7 mai 2026 ;

VU le rapport du 12 mai 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 18 mai 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 28 mai 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté;

CONSIDÉRANT la demande d'arrêt du dispositif de traitement des eaux souterraines suite à la pollution de juin 2005 faite par la société SCAL en date du 14 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT la sensibilité des eaux souterraines autour du site avec la présence de deux captages AEP en aval hydraulique du site ;

CONSIDÉRANT l'absence de suivi de la phase dissoute sur 2 ouvrages durant la phase d'arrêt (Pz105, Pz101a) ;

CONSIDÉRANT l'augmentation d'hydrocarbures immiscibles dans les eaux souterraines durant la phase d'arrêt ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'encadrer le suivi des eaux souterraines suite à l'arrêt du dispositif de traitement afin de ne pas engendrer d'incidence sur les intérêts protégés définis à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

Article 1 – Abrogation de l'arrêté de mesure d'urgence

L'arrêté préfectoral d'urgence du 5 août 2005 est abrogé.

Article 2 – Arrêt du traitement

L'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2022 est abrogé.

L'arrêt du dispositif de traitement des eaux souterraines (confinement hydraulique par pompage au droit de la zone impactée et le traitement des eaux pompées) est autorisé.

L'unité de traitement actuellement en place peut être démobilisée du site.

Article 3 – Suivi de la qualité des eaux souterraines

Un suivi de la qualité des eaux souterraines est mis en œuvre pour une durée de quatre ans, selon les modalités définies par le présent arrêté.

Les premiers prélèvements sont réalisés dans le mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 4 – Réseau de piézomètres

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est assurée par un réseau de 10 ouvrages sur site et de 3 ouvrages hors site :

- Sur site, en amont hydraulique de la source de pollution : Pz111 ,
 - Sur site, en aval hydraulique de la source de pollution : Pz110, Pz105, Pz106, Pz109, P1, Pz101a, Pz103, Pz108 et Pz102 ,
 - Hors site, en amont hydraulique de la source de pollution : Pz6.
 - Hors site, en aval hydraulique de la source de pollution : PzOuest et puits Planaise ;
- En cas de détection de teneurs anormales au droit du puits Planaise, un prélèvement complémentaire serait réalisé lors d'une campagne intermédiaire dans le puits Bouvarets .

Article 5 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont réalisés afin d'obtenir des échantillons aussi représentatifs que possible, à un instant donné, du milieu dans lequel ils ont été prélevés. Les méthodes décrites dans la norme NF X 31-615 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Article 6 - Nature des analyses

L'ensemble des données de mesure de la qualité des eaux souterraines devront être transmis sur GIDAF dès réception des résultats de laboratoire et au maximum 3 semaines après la réalisation des prélèvements.

Les paramètres à analyser, sur l'ensemble des ouvrages, sont les suivants :

- BTEX (avec des prélèvements effectués uniquement en l'absence de phase non miscible significative),
- 16 et 6 HAP (avec des prélèvements effectués uniquement en l'absence de phase non miscible significative),
- Benzène (avec des prélèvements effectués uniquement en l'absence de phase non miscible significative),
- Naphtalène (avec des prélèvements effectués uniquement en l'absence de phase non miscible significative),
- Hydrocarbures volatils et totaux C5-C40 (avec des prélèvements effectués uniquement en l'absence de phase non miscible significative),
- Épaisseur de la phase flottante,
- Niveau piézométrique.

En cas d'impossibilité de réaliser une mesure sur l'un des ouvrages, l'exploitant en informe l'Inspection des Installations Classées.

Article 7 – Écrémeurs passifs

L'exploitant met en place des écrémeurs passifs au droit des ouvrages Pz105, Pz106, P1, Pz101a, Pz108, Pz109, Pz103, Pz110 et Pz102.

Le nombre d'écrémeurs passifs par ouvrage est ajusté en fonction de leur degré d'imprégnation, avec une configuration initiale de trois écrémeurs au droit des Pz105 et de Pz106 et d'un écrémeur sur les autres ouvrages. Pz106 devra être équipé des trois écrémeurs passifs immédiatement après la démobilisation de l'unité de traitement.

Un contrôle de la saturation est réalisé à chaque campagne afin d'ajuster leur nombre et de procéder à leur remplacement. Un écrémeur est remplacé lorsqu'il atteint une saturation supérieure à 40 % .

En cas de saturation prématurée, caractérisée par une saturation de l'équipement supérieure à 40 % en 3 mois (une campagne de suivi), il met en place une campagne intermédiaire afin de vérifier l'absence de nouvelle saturation, avec information systématique de l'Inspection des Installations Classées.

Article 8 – Seuils d'alerte

L'Inspection devra être informée sans délai en cas de dépassement des valeurs suivantes :

- Piézomètres hors site, situés en aval hydraulique de la source de pollution :
Benzène > 1 µg/l,
Naphtalène > 1 µg/l,
16 HAP > 1,57 µg/l,
6 HAP (Somme des composés suivants : fluoranthène, benzo [b] fluoranthène, benzo [k] fluoranthène, benzo [a] pyrène, benzo [g, h, i] pérylène et indéno [1,2,3-cd] pyrène) > 1 µg/l,
HC C5-C40 > 1 mg/l ;
- Piézomètre sur site, en aval hydraulique de la source de pollution :
Benzène > 50 µg/l,
BTEX > 500 µg/l,
Naphtalène > 48 µg/l,
16 HAP > 62 µg/l,

6 HAP (Somme des composés suivants : fluoranthène, benzo [b] fluoranthène, benzo [k] fluoranthène, benzo [a] pyrène, benzo [g, h, i] pérylène et indéno [1,2,3-cd] pyrène) > 50 µg/l,

- saturation anormale des écrèmeurs passifs ;
- toute évolution défavorable des mesures traduisant une dégradation de la qualité des eaux souterraines (phase dissoute et/ou phase flottante).

Le dépassement du seuil d'alerte fait l'objet d'une information de l'inspection des installations classées et n'entraîne pas nécessairement la mise en œuvre de mesures correctives. Les éventuelles actions à engager sont examinées par l'exploitant au regard de l'analyse de la situation et des résultats obtenus, puis proposées à l'inspection des installations classées.

L'Inspection pourra demander la réalisation d'une étude afin d'évaluer l'incidence de la pollution résiduelle du site sur le milieu extérieur et de confirmer l'absence de risque pour les captages d'alimentation en eau potable (A.E.P.).

Article 9 - Fréquence des analyses

Le suivi est réalisé à une fréquence trimestrielle.

La fréquence pourra être revue après les six premières campagnes, si l'interprétation des résultats le permet.

Article 10 - Bilans

À l'issue de quatre campagnes de mesures (tous les ans), l'exploitant transmet un pré-bilan présentant l'évolution des phases dissoute et flottante, et concluant sur l'impact du site sur les eaux souterraines ainsi que sur le sens d'écoulement de celles-ci.

À l'issue de la période de suivi de quatre ans, l'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées un rapport de bilan quadriennal dans un délai de trois mois. Ce rapport conclut sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines et propose, le cas échéant, une adaptation des modalités de surveillance.

Article 11

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 et R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de COLOMBIER- SAUGNIEU et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de COLOMBIER-SAUGNIEU pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1^o par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2^e par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société SCAL au 65, Rue d'Italie-Aéroport de Lyon Saint-Exupéry 69124 COLOMBIER-SAUGNIEU, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 13

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations , le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de COLOMBIER-SAUGNIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SCAL.